

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



AVIS A PROPOSITION

FONDS DE RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE LA MICROFINANCE CONSULTANT SENIOR SPECIALISTE EN MICROFINANCE

I. CONTEXTE

1. Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est une institution financière multilatérale de développement créée en 1963 avec pour mandat de favoriser le développement économique et le progrès social de ses Pays membres régionaux (PMR), individuellement et collectivement. Il est composé de 54 pays membres régionaux et 24 membres non-régionaux d'Asie, d'Europe et des Amériques. Il coopère avec un vaste réseau de partenaires de développement internationaux.
2. La vision du Groupe de la BAD est d'être la principale institution de financement du développement en Afrique, dédiée à aider les PMR dans leurs efforts de réduction de la pauvreté. La priorité au client, la qualité du service, le travail d'équipe et les meilleures pratiques sont les quatre valeurs d'entreprise essentielles à la réalisation de la Vision.
3. La stratégie 2013-2022 de la Banque africaine de développement lie l'entrepreneuriat, l'investissement et la croissance économique à l'objectif de réduction de la pauvreté et de croissance durable et reconnaît qu'un système financier robuste et inclusif est essentiel. La politique et stratégie de développement du secteur financier de la Banque africaine de développement a deux piliers : accroître l'accès aux services financiers pour les partiellement ou non desservis (y compris les micros entreprises et les entreprises individuelles) et élargir et approfondir les systèmes financiers en Afrique.
4. L'un des mandats de la Division de l'inclusion et de l'intermédiation financière, au sein du Département du Développement du Secteur Financier, est de contribuer à combler de façon significative le déficit considérable de financement pour les PME-PMI, en développant de nouveaux produits et services financiers innovants, des canaux de distribution rentables et efficaces ainsi que des infrastructures financières pour étendre la portée et la profondeur des services financiers appropriés aux MPME. La Division de l'inclusion et de l'intermédiation financière est également en charge de la gestion de subventions et de fonds de renforcement des capacités des acteurs du secteur financier. Elle fournit aux acteurs financiers l'assistance technique de base permettant de favoriser l'inclusion financière des populations au travers des institutions de financement bancaires et pouvant avoir accès à des investissements plus importants.
5. En Afrique, l'inclusion financière des populations, notamment celle vivant en milieu rural, s'est avérée être un puissant outil pouvant favoriser la croissance et générer des emplois. Les efforts visant à favoriser l'accès des populations au bas de la pyramide aux services financiers restent toutefois limités et demandent à être consolidés. L'un des défis majeurs d'une inclusion financière efficace et soutenable en Afrique est le manque de renforcement des capacités techniques à différents niveaux – au sein des institutions financières de détail (niveau micro), de l'infrastructure du marché (niveau méso), aussi bien que de l'environnement réglementaire (niveau macro). Pour ces raisons, la Banque africaine

de développement en collaboration avec le Gouvernement espagnol, a créé le Fonds de renforcement de la capacité de la microfinance (FRCM) dont l'objectif principal est d'intensifier les efforts en matière de renforcement des capacités du secteur financier dans l'intérêt des personnes pauvres et à faible revenu en Afrique, avec un accent particulier sur les femmes et les zones rurales.

6. La mission du FRCM est d'améliorer la transparence et d'approfondir la portée du secteur financier africain en développant des secteurs financiers inclusifs composés d'institutions diverses fournissant des services financiers variés et adaptés à un grand nombre d'individus pauvres ou à faible revenu. Pour ce faire, deux axes d'intervention ont été définis en vue (i) d'améliorer la transparence au sein du secteur de la microfinance et (ii) de favoriser l'extension de services de financier, notamment en milieu rural.

Secteur d'intervention #1 : Améliorer la transparence au sein du Secteur de la microfinance

7. Le manque de transparence dans l'industrie de la finance limite la capacité des institutions à lever des capitaux et à gagner la confiance des clients, ce qui restreint les opportunités de développement, d'extension de la portée et d'approfondissement du secteur. L'amélioration de la transparence, grâce au renforcement des capacités aux trois niveaux (Niveaux du détail, de l'infrastructure du marché et de la réglementation), constitue donc un des axes majeurs de l'intervention du fonds en faveur du secteur et s'articulera autour des thèmes suivants :

Secteur d'intervention # 1.a : Gouvernance (niveau micro) : Améliorer la transparence au niveau de la gouvernance des IMF.

Secteur d'intervention #1. b : Audit Externe (niveau micro et infrastructure du marché) : Former les auditeurs à travailler avec les intermédiaires financiers dans le secteur de la microfinance ; aider les IMF dans l'obtention de services d'audits externes; appuyer la conception de modèles d'affaires permettant que les services soient fournis à un coût accessible pour les IMF.

Secteur d'intervention #1.c : Informations Comptables et Financières (niveau micro et infrastructure du marché) Former les comptables des IMF et comptables externes pour mettre en place des normes comptables ; réaliser des rapports et des analyses financières selon les normes locales, et mettre en œuvre les meilleures pratiques de microfinance.

Secteur d'intervention #1. d : Supervision (niveau politique) : Encourager le renforcement des capacités pour les organes de contrôle.

Secteur d'intervention #2 : Approfondir l'extension de services de microfinance dans les zones rurales

8. Les études réalisées sur l'offre et la demande de services financiers ont conclu à l'existence d'une demande variée de produits et services financiers émanant des communautés pauvres ou à faible revenu et fait état des difficultés d'accès desdites populations à ces produits et services financiers, particulier pour les populations vivant dans les zones rurales. Ce second axe d'intervention soutiendra l'innovation à la fois dans le développement et la distribution des produits et services financiers afin d'assurer un accès plus important des populations rurales à des produits financiers de grande qualité. Le développement des produits et canaux innovants concernent entre autres le financement de la chaîne de valeur agricole, la digitalisation des systèmes de paiement et la banque à distance

afin d'atteindre les zones rurales à moindre coût, les produits d'assurance et la diversification de la gamme de produits de crédit (crédit-bail, le warrantage).

II. MISSION

9. Le FRCM reçoit des propositions de projets visant à améliorer la transparence dans le secteur financier et à approfondir l'expansion des services financiers dans les zones rurales. Le Département du développement du secteur financier (PIFD), et plus précisément la Division de l'inclusion et de l'intermédiation financière (PIFD 1), requiert les services d'un consultant pour apporter un appui au Coordonnateur du FRCM dans la gestion quotidienne du Fonds et dans la gestion du cycle des projets devant être financés sur le Fonds (pour la préparation, la mise en œuvre et la supervision des projets)

10. Le/la consultant(e) agira comme conseiller, point focal et interlocuteur entre la Banque et le bénéficiaire. Dans le cadre de cette consultation, le/la consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec les bénéficiaires afin d'élaborer, exécuter et suivre leurs projets. Il/elle veillera à assurer une bonne conceptualisation, réalisation et réussite du projet. Pour ce faire, il/elle devra réaliser des missions sur le terrain durant la phase de préparation du projet et de mise en œuvre. Durant la supervision, le/la consultant(e) devra assister les bénéficiaires dans l'objectif de combler toutes les insuffisances relatives à l'exécution, aux acquisitions de services et aux décaissements du projet. Le/la consultant(e) devra régulièrement, et aussi sur demande, fournir des comptes rendus sur l'exécution du projet au Coordonnateur du Fonds, au Chef de division et au Comité de supervision.

11. De manière générale, sa mission inclura :

- L'appui à la gestion quotidienne du FRCM et
- L'appui à l'élaboration des projets :
 - L'appui à la gestion du cycle des projets de microfinance
 - L'appui à la mise en œuvre (exécution) des projets
 - Le suivi des projets

12. De manière spécifique, les prestations non exhaustives du/de la consultant(e), relativement à la gestion quotidienne du FRCM et celle des projets, seront les suivantes :

Appui à la gestion quotidienne du FRCM :

- Revoir la performance du portefeuille et coordonner les activités liées à la gestion du portefeuille de projets du Fonds.
 - ✓ Développer les outils de suivi et évaluation (S&E) et les indicateurs clés de performance (KPI) :
 - ✓ Créer une liste complète d'indicateurs de S&E pour chacun des types de projets du Fonds et proposer des mesures spécifiques de S&E pour tous les projets soumis pour approbation.
 - ✓ Suggérer et rapporter sur les indicateurs clés de performance pour le Fonds.
 - ✓ Fournir des avis d'expert/conseils sur les domaines techniques pertinents liés aux activités de FRCM.
- Composante de partage des connaissances :
 - ✓ Assurer le leadership dans la collecte et le partage des connaissances sur l'expérience de FRCM ;
 - ✓ Faciliter les réunions, des tables rondes, des discussions entre les parties prenantes ;

- ✓ Faciliter de façon proactive le contact entre les clients potentiels, les partenaires, la BAD, le Comité consultatif et les donateurs ;
 - ✓ Suivre et faire la synthèse des progrès et de l'impact des activités pertinentes du FRCM à des fins de rapports, de partage et de communication des connaissances ;
 - ✓ Maintenir les plates-formes de connaissances et d'autres systèmes pour la diffusion des connaissances sur le FRCM ;
 - ✓ Suivi de la littérature interne et externe, les tendances et les résultats sur le développement et la diffusion du FRCM ;
 - ✓ Identifier les principaux enseignements tirés à partager avec la BAD et les donateurs et de développer les « smart lessons » et d'autres documents de gestion des connaissances internes.
- Soutenir le Coordonnateur du Fonds dans diverses activités liées au FRCM, tels que :
 - ✓ Développer les processus et procédures clés,
 - ✓ Assurer le marketing et le développement du pipeline de projets,
 - ✓ Mettre à jour des plans d'affaires du FRCM,
 - ✓ Préparer les amendements aux accords signés si nécessaire,
 - ✓ Assurer les fonctions de secrétariat pour les comités du FRCM (aider à préparer et diffuser des documents pour les discussions du comité, organiser les conférenciers et les participants, écrire et partager les projets de compte rendu, maintenir la liste de suivi),
 - ✓ Organiser les autres réunions périodiques et les événements liés au FRCM et
 - ✓ Planifier le travail, faire des rapports au gouvernement de l'Espagne et au Comité consultatif à la réunion annuelle sur les activités et la performance globale du Fonds.

Appui à la gestion du cycle des projets de microfinance du FRCM :

Préparation :

- Agir en tant que chef de projet dans la sélection des projets spécifiques avant d'être soumis aux comités du Fonds pour la révision et l'approbation (sélection faite à partir de projets reçus ou des projets identifiés par le consultant comme pertinents pour le Fonds) ;
- Procéder à l'analyse des projets reçus ou des projets identifiés ;
- Prendre l'initiative ou participer à la préparation et la réalisation de missions de due diligence et d'évaluation liées aux demandes de projets soumises au Fonds ;
- Préparer les rapports d'évaluation, de retour de mission après les missions et les notes pour les institutions qui demandent du financement ;
- Rencontrer des partenaires potentiels qui pourraient fournir leur soutien aux activités de FRCM (partenaires techniques du Gouvernement et d'autres organismes de développement basés dans les pays sélectionnés ou qui ont des activités dans les pays sélectionnés), au cours des missions de due diligence et d'évaluation ;
- Appuyer les bénéficiaires suivants les formats recommandés de la Banque ;
- Développer/Revoir les concepts des projets, y compris les cadres logiques des projets, préparer et examiner les notes conceptuelles, et préparer les documents d'approbation internes. Dans ce contexte spécifique, le/la consultant(e) devra :
 - ✓ Assister pour mieux identifier les objectifs, composantes, activités et résultats attendus du projet en s'assurant qu'ils s'alignent avec la mission du Fonds ;

- ✓ Aider à développer un cadre logique axé sur les résultats y afférent ;
 - ✓ Assister dans le développement du budget et du plan de financement pour les projets, tenant compte du pourcentage de contribution des bénéficiaires ;
 - ✓ Assister dans l'élaboration d'un plan d'exécution pour le projet qui comprend les activités, échéances et les personnes responsables. Durant cet exercice, le/la consultant(e) pourra aider à identifier les besoins en termes de recrutement ;
 - ✓ Assister dans l'élaboration d'un plan d'acquisition de biens et services pour le projet selon les règles et procédures de la BAD ;
 - ✓ Assister dans l'élaboration d'un plan de décaissement selon les règles et procédures de la BAD.
- Suivre le processus d'accord de subvention complète, après l'approbation de la demande de financement/requête de projet, jusqu'à la signature de l'accord avec la BAD ;
 - Examiner le plan d'exécution détaillé et donner ses commentaires au Coordonnateur du Fonds ou retourner le plan au bénéficiaire pour revue avec des orientations et instructions appropriées ;
 - Examiner le plan d'acquisition, donner ses commentaires au spécialiste en acquisition ou retourner le plan au bénéficiaire pour revue avec des orientations et instructions appropriées ;
 - Conduire la mise en œuvre du projet et consulter les équipes si nécessaire.

Suivi de la mise en œuvre :

- Effectuer des missions sur le terrain afin de suivre les progrès d'exécution du programme de travail et la qualité des activités ;
- Superviser les projets en cours (suivi continu) ;
- Appui à la préparation des rapports de fin de projets ;
- Mesurer et faire des rapports sur les résultats des projets ;
- Assurer la soumission et la validation des différents rapports d'étape du projet ;
- Assurer le respect du plan de décaissement ;
- Assurer la soumission et la validation du rapport d'audit du projet.

III. RESULTATS ATTENDUS

13. Le/la consultant(e) réalisera sa consultation conformément aux normes techniques en vigueur et aux bonnes pratiques. Il/elle se conformera aux instructions qui lui seront données par le Chef de division ou le Coordonnateur du Fonds, concernant la conceptualisation, l'exécution et le suivi des projets.

14. Les résultats attendus sont les suivants :

- Une bonne préparation des projets qui comprend :
 - ✓ L'analyse des objectifs, composantes, activités et résultats attendus des projets, en s'assurant qu'ils s'alignent avec la mission du Fonds, ainsi que la définition d'un cadre logique axé sur les résultats. ;
 - ✓ L'analyse du budget et du plan de financement proposés pour les projets, tenant compte du pourcentage de la part de contribution des bénéficiaires ;
 - ✓ L'analyse du plan d'exécution avec les activités, échéances et les personnes responsables ;
 - ✓ L'analyse du plan d'acquisition de biens et services détaillés pour le projet ainsi que le plan de décaissement. ;
 - ✓ Le suivi de la mise en œuvre des projets approuvés.

- En outre, le consultant remettra les documents suivants :
 - ✓ Note d'évaluation préliminaire pour chaque proposition de projet évalué ;
 - ✓ Rapports de retour de mission après la mission de due diligence et d'évaluation en faisant une évaluation globale de la valeur globale du projet, les limites du projet, ainsi que la portée du Fonds ;
 - ✓ Rapports d'évaluation/Notes à soumettre aux institutions qui demandent du financement ;
 - ✓ Une fois l'accord de subvention signé, des rapports de retour de mission donnant une évaluation de la conformité et de la mise en œuvre du projet, les déviations et les mesures correctives si nécessaire.
 - ✓ Rapport d'activités semestriel sur les activités du Fonds et sur la mise en œuvre des projets, programmes et activités financés par le Fonds ;
 - ✓ Rapport à mi-parcours et rapport final sur les activités des projets du Fonds ;
 - ✓ Les états financiers annuels ;
 - ✓ Tout autre document jugé pertinent dans le contexte du Fonds.
- Le développement et la mise en œuvre d'activités pour améliorer la performance, le suivi & évaluation, le partage des connaissances et la visibilité du FRCM.
- La préparation des réunions du Comité du Fonds.
- Faire des propositions pour la planification annuelle du travail du FRCM (développement du pipeline de projet, planification des réunions et activités, budget). Si cela est nécessaire, faire des propositions d'amendement du Plan d'affaires et du Guide des opérations du Fonds, des processus et procédures clés, de tout accord de don signé.

IV. QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

15. Le/la candidat(e) doit avoir au moins un diplôme de master en économie, business, économie de développement, économie rurale, finances ou des domaines connexes. Une spécialisation en finances inclusive sera un plus.

16. Il/elle doit avoir les qualifications suivantes :

- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle pertinente, dont au moins cinq (5) années d'expériences en microfinance et dans le domaine de l'inclusion financière ;
- Avoir une solide expérience dans le secteur de la microfinance en Afrique, y compris dans le renforcement des capacités ;
- Être familier avec les opérations de la BAD, surtout en matière d'acquisition et de décaissements ;
- Expérience dans la gestion d'un programme de développement, y compris l'initiation de projet, les rapports et l'achèvement de projet. ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'anglais et du français. L'Espagnol, bien que pas indispensable, peut être considéré comme un plus. ;
- Avoir des connaissances en informatique, avec un accent sur Word, Excel et PowerPoint ;
- Capacité à travailler avec peu de supervision et à penser de façon indépendante.
- Aptitude confirmée à préparer des propositions, des documents de conception et de rapports à un niveau élevé de maîtrise de l'anglais ;
- Capacité confirmée à prendre des initiatives, suivre les questions et les tâches ;
- Respecter les délais et les priorités, et capacité confirmée à travailler en équipe ;
- Capacité à exprimer des idées clairement et avec confiance, articuler les questions

et recommander des solutions pratiques.

V. DOSSIER DE CANDIDATURE

17. Une offre, avec une proposition technique incluant une note sur l'approche stratégique pour l'exécution de la consultation, un planning d'exécution de la consultation, une description détaillée de la méthodologie utilisée et une proposition financière (offre financière).

VI. RESPONSABILITE

18. PIFD requiert les services d'un/une consultant(e) senior, placé(e) sous la supervision générale du Chef de la Division de l'inclusion et de l'intermédiation financière, PIFD.1. Le/la consultant(e) exercera ses fonctions sous la supervision directe du Coordonnateur du FRCM, PIFD.1.

VII. DUREE DE LA MISSION ET RÉMUNÉRATION

19. *Durée* : La durée prévue de cette mission est de un (1) an renouvelable.

20. *Honoraires et frais professionnels remboursables* : Le/la consultant(e) sera payé(e) à un taux mensuel concurrentiel basé sur les propositions financières et professionnelles et conformément aux directives de la BAD.

21. *Voyage* : Toutes les dispositions et les frais liés au voyage doivent être conformes à la politique de Voyage de la Banque (PI 003/2000 tel que modifié).

VIII. DEPARTEMENT FAISANT LA REQUETTE ET LIEU D'AFFECTATION DU CONSULTANT

22. Le département faisant la requête est le Département du développement du secteur financier (PIFD).

23. Le/la consultant(e) sera basé(e) au siège de la Banque à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec des missions sur le terrain.

24. Une liste de trois à six consultants individuels, sera établie à la suite des expressions d'intérêt. Les consultants retenus sur la liste restreinte seront évalués selon les critères suivants sur la base de leur CV mis à jour.

Niveau d'étude	5%
Années d'expérience professionnelle	20%
Niveau de connaissance de la région de la mission (Afrique)	35%
Années d'expérience pertinente pour la mission (microfinance/inclusion financière)	40%

25. Les candidatures doivent être soumises au plus tard le Jeudi 25 Octobre 2018 18h à:

M. Coulibaly Issouf

Banque africaine de développement

Division de l'inclusion et de l'intermédiation financière

01 BP 1387, Abidjan 01 Côte d'Ivoire

Email : i.coulibaly@afdb.org;

Faire copie à :

Mme, Ahou Eleonor Catherine Brou: a.brou@afdb.org;

Mme, Aya Georgette Konan: a.konan@afdb.org